

Présidence

lundi 27 mars 2017

COMMUNIQUÉ

TGC : la marche à blanc débute bien au 1^{er} avril

Des informations erronées circulent actuellement selon lesquelles le lancement du processus de marche à blanc relatif à la TGC serait reporté de deux ou trois mois, et n'entrerait donc pas en vigueur au 1^{er} avril prochain, comme prévu par la loi de pays adoptée au Congrès.

Ces informations sont soit la conséquence d'une incompréhension, soit d'une volonté délibérée de nuire et de jeter le trouble.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie confirme la date du lancement de la marche à blanc au 1^{er} avril prochain.

Ces derniers mois, le gouvernement, la Direction des Services Fiscaux, les organismes consulaires (CCI, Chambre de métiers, Chambre d'agriculture), les fédérations patronales ont mené des campagnes d'information et animé des cycles de formation à destination de leurs ressortissants et de leurs adhérents, afin que les mécanismes de mise en œuvre de la marche à blanc et de la TGC soient compris de tous. Aujourd'hui, tout le monde est prêt et rien n'empêche le démarrage de la marche à blanc au 1^{er} avril.

La réunion du vendredi 24 mars entre le gouvernement et les partenaires sociaux (fédérations patronales et syndicats de salariés), était entièrement consacrée au volet compétitivité de la loi.

Les travaux sur les filières visant à mettre au point les contrats de compétitivité vont se poursuivre au-delà du 1^{er} avril. Ces travaux portent sur le nouveau mécanisme de formation des prix avec la suppression des taxes et leur substitution par la TGC, avec pour objectif final une baisse durable des prix.

Les discussions avec le MEDEF, La CGPME, l'UPA et l'Intersyndicale Vie Chère, ont permis de faire un point d'étape et se sont conclues sur une volonté partagée de poursuivre les travaux en vue de finaliser prochainement les contrats en cours.

En tout état de cause, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie dénonce une opération de désinformation orchestrée par ceux qui, pour des raisons électoralistes, cherchent à torpiller par tous les moyens, les réformes en cours.

Le président du gouvernement
Philippe Germain